Archives alainberset.ch — copie d'archive
Article « Berset : « C'est au pays tout entier de dire stop aux spéculateurs ! » », paru dans 24 heures (11.08.2011), repris sur le site www.berset.ch.
Adresse d'origine : http://www.berset.ch/archives/2011/110811.24heures.htm
Copie : Internet Archive, capture du 27.09.2011 — https://web.archive.org/web/20110927172214/http://www.berset.ch/archives/2011/110811.24heures.htm

Berset: «C'est au pays tout entier de dire stop aux spéculateurs!»

© 24 Heures, Romain Clivaz | 11.08.2011

Pour l'économiste en chef du Parti socialiste Alain Berset, la sortie de la crise passe par le volontarisme politique. Pas question de faire le dos rond. Interview.

Le PS reproche depuis des mois au Conseil fédéral de ne rien faire contre le franc fort. Est-ce toujours le cas?

Le temps n'est plus aux tergiversations. Après la Banque nationale suisse (BNS), qui a pris ses responsabilités hier encore, c'est maintenant au pays tout entier de dire stop aux spéculateurs! Il faudra des nerfs d'acier car ils vont nous tester. Le Conseil fédéral, les milieux économiques, les syndicats ou les partis politiques doivent parler le même langage de la fermeté.

A ce stade c'est raté…

Le diagnostic n'est pas contesté, mais trop de milieux succombent au fatalisme, convaincus que la force de marché est absolue. Les signaux émis vers l'extérieur sont contradictoires et la spéculation continue. Mais il faut agir, même si la panacée n'existe pas. Ce sont des entreprises, des emplois et, en fin de compte, des familles qui sont en danger. Les carnets sont pleins d'anciennes commandes, mais comment régater contre des concurrents allemands avec la quasi-parité franc-euro d'aujourd'hui?

Jouez-vous les Don Quichotte face au marché mondial?

Non, car la Suisse a les moyens d'influencer le cours des choses. Cela ne sert à rien d'avoir une Banque centrale indépendante si c'est uniquement pour constater que nous sommes otages des spéculateurs! La première mesure doit être de se fixer un objectif de taux de change avec l'euro. On pourrait imaginer l'objectif de 1 euro pour 1 fr. 30 ou 1 fr. 40. Il convient ensuite de communiquer cet objectif et de se donner les moyens de l'atteindre. Il faut principalement imprimer des francs suisses et acheter des euros.

La BNS a déjà essayé l'an dernier de maintenir le franc à flot. Sans succès.

Le contexte était différent. Cela a été fait dans la discrétion, durant une période limitée, en espérant que cela suffirait. La situation s'est malheureusement encore fortement dégradée depuis. Mais nous avons les moyens de maintenir ce cap. Dans les années 1990, l'absence de réaction de la Grande-Bretagne a été lourde de conséquences, avec d'importantes pertes d'emplois à la clé.

Et le risque d'inflation?

Il est exagéré. La Suisse ne connaît pas d'inflation depuis quinze ans. Nous frisons la déflation. Il faut choisir le moindre mal. C'est un peu comme si devant une maison en feu les pompiers hésitaient à utiliser la grande lance à incendie en raison du risque d'inondation du terrain voisin… Aujourd'hui, il faut éteindre le feu. Mieux vaut une inondation qu'un tas de cendres.

D'autres mesures?

L’introduction d’un taux d’intérêt négatif pour dissuader de l’achat de francs suisses. Concrètement, un pourcentage est prélevé sur les montants de francs suisses achetés et déposés ici par les spéculateurs étrangers. Cela n’irait pas sans difficulté, mais pourrait être efficace. Personne ne peut affirmer que cela ne servira à rien. Mieux vaut agir qu’attendre. Pour le pouvoir d’achat, il est aussi important de répercuter les gains de change. Je n’ai pas compris pourquoi ma revue à 8 euros m’a coûté 16 francs la semaine dernière… Les résultats décevants de la table ronde d’hier (ndlr: lire ci-contre) montrent qu’il y a encore du travail.

Et soutenir les entreprises avec des baisses d’impôt, moins de bureaucratie, etc.?

Nous pouvons entrer en matière, mais des cadeaux fiscaux ont été faits aux entreprises ces dernières années. L’aide à des secteurs en difficulté est envisageable. Mais il est évident qu’il faut un bouquet de mesures allant de la politique monétaire à des soutiens directs.

Dans nos colonnes, le président d’EconomieSuisse, Gerold Bührer, reprochait au PS d’être trop dépensier. Votre réplique?

C’est gratuit! Ce sont plutôt les proches de M. Bührer qui provoquent l’endettement avec leurs cadeaux fiscaux, censés être neutres, mais qui vont coûter finalement 2 milliards par année à la collectivité. Et avec cela ils veulent 1 milliard supplémentaire pour l’armée…